



BULLETIN de PRESSE représentation en France

81-83, RUE DE LA VERRERIE — 75004 PARIS — 271.81.45 — TELEX 213184



N° 41, 29-10-82

LE FMLN LIBERE LES PRISONNIERS DE GUERRE

DANS LE CADRE DE LA CAMPAGNE MILITAIRE "HÉROS ET MARTYRS D'OCTOBRE 1979-1980", LE FMLN A CAPTURÉ PLUS D'UNE CENTAINE D'OFFICIERS ET SOLDATS DE L'ARMÉE SALVADORIENNE.

UNE FOIS DE PLUS, LE F.M.L.N. DÉMONTRE EN DONANT LA LIBERTÉ À CES PRISONNIERS DE GUERRE LE RESPECT DES DROITS DE L'HOMME AINSI QUE LE RESPECT DES TRAITÉS INTERNATIONAUX DE GENEVE SUR LES PRISONNIERS DE GUERRE ET LES CONVENTIONS INTERNATIONALES SUR LA GUERRE.

CET ACTE, COMME LE TRAITEMENT QUE NOS FORCES DONNENT AUX PRISONNIERS CONTRASTENT AVEC LA REPRESSION ET LA BRUTALITÉ QUI S'ABAT SUR LE PEUPLE SALVADORIEN, EXERCÉE PAR LES FORCES ARMÉES SALVADORIENNES.

LES PRISONNIERS DE GUERRE ONT ÉTÉ REMIS À LA CROIX ROUGE INTERNATIONALE À CHALATENANGO ET À ARAMBALA DANS LE DÉPARTEMENT DE MORAZAN.

19 JOURS DE CAMPAGNE MILITAIRE "HEROS ET MARTYRS D'OCTOBRE 79-80"

LA CAMPAGNE MILITAIRE "HÉROS ET MARTYRS D'OCTOBRE 1979-1980", LANCÉE PAR LE FRONT FARABUNDO MARTI POUR LA LIBÉRATION NATIONALE (FMLN), LE 10 OCTOBRE A ÉTÉ QUALIFIÉE PAR LES OBSERVATEURS COMME "L'OFFENSIVE LA PLUS IMPRESSIONNANTE LANCÉE PAR LE FMLN".

LES RÉSULTATS QUI ONT CAUSÉ PLUS DE 300 PERTES À L'ARMÉE GOUVERNAMENTALE, LA RÉCUPÉRATION DE PLUS DE 60.000 BALLES, LA CAPTURE DE PLUS D'UNE CENTAINE DE SOLDATS ET OFFICIERS DE L'ARMÉE GOUVERNAMENTALE ET LE GRAND NOMBRE DES DESERTIONS DANS CELLE-CI, L'ENORME QUANTITÉ DE SABOTAGES ET BARRICADES RÉALISÉES PAR LE FMLN, DANS TOUT LE TERRITOIRE NATIONAL, LE CONTRÔLE DES DEUX ROUTES LES PLUS IMPORTANTES, CELLE DU LITTORAL ET PANAMÉRICAIN, DANS DES ENDROITS STRATÉGIQUES PAR NOS FORCES CE QUI EMPECHE LE DÉPLACEMENT DES TROUPES GOUVERNAMENTALES, LE CONTRÔLE DU NORD DES DÉPARTEMENTS DE CHALATENANGO ET MORAZAN PAR LE FMLN DÉMONTRENT LA CAPACITÉ COMBATIVE ET DE COORDINATION DU FMLN.

IL FAUT SIGNALER QUE LE RÉGIME A MOBILISÉ 6.000 EFFECTIFS CONTRE LES RÉGIONS CONTRÔLÉES PAR LE FMLN AU MORAZAN ET À CHALATENANGO MAIS QUI N'ONT PAS ATTEINT LEUR OBJECTIF.

LE MINISTRE DE LA DÉFENSE, LE GÉNÉRAL JOSÉ GUILLERMO GARCIA, DÉCLARAIT PEU DE TEMPS APRÈS, QUE S'ÉTAIT "UN PIÈGE DE LA GUERRILLA POUR FAIRE VENIR LES FORCES ARMÉES AU NORD DU PAYS ET POUVOIR, AINSI, ATTAQUER DE POINTS STRATÉGIQUES DANS LE RESTE DU PAYS". SELON AIP, C'EST UNE FAÇON D'EXCUSER SES TROUPES DE NE PAS ÊTRE CAPABLES DE RÉCUPÉRER LES POSITIONS PRISES PAR LE FMLN.

IL FAUT SIGNALER QUE LE FMLN CONTINUE À SE MAINTENIR DANS LE STRATÉGIQUE VOLCAN DE GUAZAPA, SITUÉ À 30 KM DE SAN SALVADOR ET QU'IL A ATTAQUÉ LA RÉFINERIE D'ACAJUTLA, QUI EN EST RESTÉE PARALYSÉE.

DANS CE CONTEXTE DE GUERRE LE FMLN-FDR A FAIT UNE PROPOSITION DE DIALOGUE.

L'ÉGLISE SALVADORIENNE A DÉCLARÉ LE DIMANCHE 24 QUE L'OFFENSIVE DE LA GUERRILLA DÉMONTRE QU'IL NE PEUT Y AVOIR PAIX SANS NÉGOCIATION.

4° P. 11798

D'AUTRE PART, LE COMMANDANT JORGE MELENDEZ "JONAS", MEMBRE DE LA DRU ET RESPONSABLE DU FRONT NOR-ORIENTAL, A ANNONCÉ LA PRÉPARATION D'UN COUP D'ÉTAT PAR L'ALLIANCE D'AUBUISSON-GARCIA, POUR ESSAYER D'EMPE--CHER, AINSI, LE DIALOGUE.

LA SITUATION DES DROITS DE L'HOMME

AU COURS DES DEUX DERNIERS MOIS, LE NOMBRE DES VICTIMES, ASSASSINÉES PAR LES FORCES DE SÉCURITÉ OÙ LES BANDES PARA-MILITAIRES DU RÉGIME, S'ÉLEVENT À 1.500, ONT DÉNONCÉ LES ORGANISATIONS HUMANITAIRES SALVADORIENNES.

DES DIRIGEANTS SYNDICAUX ET DÉMOCRATIQUES DISPARAISSENT DANS L'OMBRE DE LA NUIT OÙ À LA LUMIÈRE DU JOUR, POUR ÊTRE ENSUITE RÉTROUVÉS DANS LES PRISONS OÙ SANS VIE DANS UN TERRAIN VAGUE.

MAIS SI TOUTES CES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME SE RÉALISENT AU SALVADOR, LE PRÉSIDENT RONALD REAGAN, OBLIGÉ PAR LE CONGRÈS, CONTINUE À CERTIFIER QUE LE GOUVERNEMENT SALVADORIEN FAIT DES EFFORTS POUR RESPECTER LES DROITS DE L'HOMME DANS LE PAYS.

BIEN ENTENDU, PERSONNE NE CROIT AU RESPECT DES DROITS DE L'HOMME AU SALVADOR, ET ENCORE MOINS, SI C'EST LE PRÉSIDENT DES ETATS UNIS QUI LES GARANTIT...

LES FAUSSES ACCUSATIONS CONTRE LES REFUGIES SALVADORIENS AU COSTA RICA

L'ARCHEVEQUE, ROMAN ARRIETA VILLALOBOS, A AFFIRMÉ QUE TOUTES LES ACCUSATIONS CONTRE LES RÉFUGIÉS SALVADORIENS, QUI RESIDENT À LOS ANGELES DE MIRAVALLAS, AU COSTA RICA, MANQUENT DE FONDEMENT.

UN RAPPORT DE LA POLICE, LARGEMENT DIVULGUÉ PAR DES MILIEUX JOURNALISTIQUES À SAN JOSÉ, AFFIRMAIEN QU'IL Y AVAIT DANS CE CAMP, DE REFUGIÉS UN CAMPEMENT D'ENTRAINEMENT DE LA GUERRILLA, MAIS LA PREMIÈRE INSTANCE DE L'ÉGLISE CATHOLIQUE A DÉMENTI CETTE INFORMATION.

L'ARCHEVEQUE A AJOUTÉ DANS SES DÉCLARATIONS QU'IL N'Y A PAS UNE SEULE PREUVE QUE CENTRE DE RÉFUGIÉS CIVILS, SOIT UTILISÉ À CES FINS.

"NOUS AVONS PLÛTÔT DES RENSEIGNEMENTS QUE CES CAMPS SOIENT LE FRUIT D'UNE SOLIDARITÉ EFFICACE".

LES OPINIONS D'ARRIETA ONT D'AILLEURS ÉTÉ CONFIRMÉES PAR UN RAPPORT SUR LA FERME SIGNÉ PAR UN ÉVEQUE COSTA-RICIEN ET UN DELEGUÉ DU CONSEIL NATIONAL DES ÉGLISES DES ETATS UNIS ET D'AUTRES RÉLIGIEUX.

LE RAPPORT EN QUESTION SIGNALA: "NOUS AVONS PU OBSERVER, DURANT NOTRE VISITE À LA FERME, UNE BONNE PRODUCTIVITÉ, ATTEINTE PAR CELLE-CI DANS L'AGRICULTURE ET AUCUN INDICE N'A ÉTÉ CONSTATÉ, QU'ANT À L'ENTRAINEMENT DE GUERRILLEROS". DIT LE DOCUMENT.

"NOUS AVONS OBSERVÉ EN REVANCHE UNE CERTAINE INQUIETUDE CHEZ LES RÉFUGIÉS, DANS LEUR MAJORITÉ DES FEMMES ET DES ENFANTS, DE MÊME QUE CHEZ LES FONCTIONNAIRES DE LA CROIX ROUGE À L'ÉGARD DU FAITS QUE LEURS DOCUMENTS D'IDENTITÉ LEUR ONT ÉTÉ ENLEVÉS ET PAS ENCORE RENDUS.

LE RAPPORT EST SIGNÉ PAR L'ÉVEQUE DE TILARAN, HECTOR MORERA, AINSI QUE PAR MARK SCHORER DU CONSEIL NATIONAL DES ÉGLISES DES ETATS UNIS ET DES DÉLEGUÉS DE L'ÉGLISE ÉVANGÉLIQUE METHODISTE, ÉGLISE EPISCOPALE ET ÉGLISE BIBLIQUE.

LA COPPAL DENONCE LES VIOLATIONS DES DROITS DE L'HOMME AU SALVADOR

LA CONFÉRENCE PERMANENTE DE PARTIS POLITIQUES D'AMÉRIQUE LATINE (COPPAL) A ENVOYÉ UNE LETTRE OUVERTE AU PRÉSIDENT DE EL SALVADOR, ALVÁRO MAGANA, QUI DÉNONCE LES VIOLATIONS QUX DROITS DE L'HOMME COMMISES CONTRE DES DIRIGEANTS POLITIQUES ET SYNDICAUX DANS CE PAYS.

LE SECRÉTARIAT GÉNÉRAL DE LA COPPAL SIGNALE QUE LES PARTIS POLITIQUES ET LES GROUPEMENTS QUI LA CONSTITUENT ONT SUIVI AVEC UNE INQUIÉTUDE CONSTANTE L'ÉVOLUTION DE LA SITUATION POLITIQUE SALVADORIENNE.

LA CONFÉRENCE EXPRIME SON INTÉRÊT ET SON DÉSIR QUE LE CONFLIT QUI A LIEU DANS CE PAYS PRENNE UN COURS POLITIQUE, PAR LA VOIE DE LA NÉGOCIATION ET QUE SOIENT ÉVITÉS SON AGGRAVATION ET SA RÉGIONALISATION.

LE MESSAGE AJOUTE QUE LA COPPAL A RECU LES DÉNONCIATIONS CONCERNANT LA RÉCENTE ARRESTATION DE DIRIGEANTS POLITIQUES ET SYNDICAUX, EN SOULIGNANT QU'ELLE PORTE TRÈS SÉRIEUSEMENT ATTEINTE AUX POSSIBILITÉS D'AVANCER DANS LE PROCESSUS DE NÉGOCIATION.

LA LETTRE À MAGANA RAPPELLE QUE LES ORGANISATIONS RÉVOLUTIONNAIRES ET DÉMOCRATIQUES SALVADORIENNES MONTRENT UNE VOLONTÉ PLURALISTE D'ENTAMER UN GRAND DIALOGUE NATIONAL, L'ARRESTATION DE LEADERS SALVADORIENS, CONCLUE-T-ELLE, GÊNE LES POSSIBILITÉS D'ENGAGER CE DIALOGUE.

LA COPPAL DEMANDE QUE SOIT RESPECTÉE LA INTÉGRITÉ PHYSIQUE DE PRISONNIERS ET EXIGE LEUR LIBÉRATION IMMÉDIATE.

MANOEUVRES MILITAIRES HONDURO-NORD-AMÉRICAINS

L'AMBASSADEUR DES ÉTATS UNIS AU HONDURAS, JOHN NEGROPONTE, A CONFIRMÉ LES MANOEUVRES MILITAIRES CONJOINTES QUE RÉALISERONT LES DEUX PAYS EN OUVERTE CONTRADICTION AVEC LES DÉCLARATIONS FAITES PAR LE RÉGIME DE TEGUCIGALPA.

NEGROPONTE A DÉCLARÉ QUE CES MANOEUVRES SÉRAIENT "NORMALES", QU'ELLES AURONT LIEU " AVANT LA FIN DE L'ANNÉE", MAIS IL N'A INFORMÉ NI DE LA DATE NI DU LIEU OÙ ELLE SE DÉROULERONT.

LE MINISTRE HONDURIEN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, EDGARDO PAZ BARNICA, A DÉCLARÉ POUR SA PART QU'IL NE CONNAISSAIT PAS DE L'EXISTENCE DE CES MANOEUVRES MILITAIRES.

DÉCLARATIONS DU MINISTRE DE RELATIONS ÉXTERIEURS DE PANAMA

LE CHANCELLIER AMADO A RAPPELÉ DEVANT L'ASSAMBLÉE NATIONALE LA POLITIQUE EXTERIEURE DE PANAMA AU LARGE DE CES 12 DERNIERS MOIS. IL A DÉCLARÉ QUE LA SITUATION CENTRO-AMÉRICAINNE N'AURA PAS DE SOLUTION SANS DÉTERMINER SES VÉRITABLES CAUSES QUI SONT L'INJUSTICE SOCIALE ET L'ÉNORME DÉSÉQUILIBRE EXISTANT DANS LA RÉGION.

"LA SOLUTION À LA SITUATION N'EST PAS MILITAIRE MAIS POLITIQUE" A DÉCLARÉ LE MINISTRE, EN REFUSANT L'UTILISATION DES MÉNACES ET REPRÉSAILLES, AINSI COMME DES PRESSIONS ÉCONOMIQUES DANS LA RÉGION.

VIS À VIS DE LA RÉUNION QUI A EU LIEU AU COSTA RICA, À LAQUELLE N'ÉTAIT PAS INVITÉE LE NICARAGUA, IL A DÉCLARÉ "QUE PANAMA A PARTICIPÉ EN TANT QU'OBSERVATEUR PARCE QUE SA POLITIQUE N'EST PAS CELLE DE PARTICIPER À DES RÉUNIONS DANS LESQUELLES ON EXCLUE LES AUTRES".

GABRIEL GARCIA MARQUEZ DÉCLARE.....

L'ÉCRIVAIN COLOMBIEN GABRIEL GARCIA MARQUEZ, PRIX NOBEL DE LITTÉRATURE 1982 A ÉVOQUÉ DEVANT LA PRESSE INTERNATIONALE LE DANGER QUE LE NICARAGUA SOIT VICTIME D'UNE INVASION MILITAIRE À LA FIN NOVEMBRE OÙ AU DÉBUT DÉCEMBRE.

"JE CROIS QUE LE CHOIX DE CETTE DATE RÉPOND À LA NECESSITÉ DE SURPRENDRE LE MEXIQUE AU MOMENT OÙ CELUI-CI SÉRAIT AFFAIBLI SUR LA SCÈNE INTERNATIONALE PAR LE CHANGEMENT DE GOUVERNEMENT".

L'ÉCRIVAIN A AFFIRMÉ QU'UNE INVASION DU NICARAGUA " PROUVERAIT SANS L'OMBRE D'UNE DOUTE LA SOLIDARITÉ DE CUBA". "UNE AIDE SOLIDAIRE DE CUBA AU NICARAGUA, DEVANT UN ENNEMI SUPÉRIEUR, LUI APPORTERAIT DE SÉRIEUSES CONSE"

QUENCES. PAR CONTRE, DE SE MAINTENIR EN MARGE LUI APPORTERAIT AUSSI DE SÉRIEUSES CONSÉQUENCES, C'EST À DIRE QUE LES DEUX SITUATIONS SONT GRAVES", A-T-IL PRÉCISÉ. EN CE SENS, M. MARQUEZ A AVERTI QU' "OÙ BIEN L'INVASION EST ÉCRASANTE ET LA RÉSISTANCE NICARAGUAYENNE EST VAINCUE OÙ ALORS IL Y A UNE GUERRE TERRITORIALE ET SANGLANTE EN AMÉRIQUE CENTRALE.

ELECTION DE NICARAGUA AU CONSEIL DE SÉCURITÉ.

LES EFFORTS DES ÉTATS UNIS D'ISOLER LE NICARAGUA, SUR LE PLAN INTERNATIONAL, PAS PRÉALABLE POUR UNE AGRESSION MILITAIRE, ONT ÉTÉ SÉRIEUSEMENT FRUSTRÉS, À LA SUITE DE L'ÉLECTION DE CE PAYS AU SEIN DU CONSEIL DE SÉCURITÉ DE L'ONU.

SELON LE MINISTRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, MIGUEL ESCOTTO, "OCCUPER UN POSTE DANS LE PRINCIPAL ORGANES DE L'ONU SERA UN FACTEUR TRÈS IMPORTANT DANS NOTRE LUTTE POUR LA PAIX ET LA SÉCURITÉ DE LA RÉGION"

DERNIÈRE MINUTE DERNIÈRE MINUTE DERNIÈRE MINUTE DERNIÈRE

PRÉMIÈRES RÉACTIONS À LA PROPOSITION DE DIALOGUE DU FDR-FMLN

DIVERSES ONT ÉTÉ LES RÉACTIONS QU'IL YA EU À L'INTÉRIEUR DU PAYS, VIS À VIS DE LA PROPOSITION DE DIALOGUE.

LE MAJOR ROBERTO D'AUBUISSON, PRÉSIDENT DE L'ASSAMBLÉE CONSTITUANTE A DÉCLARÉ QU'IL NE PERMETTRA JAMAIS DES DISCUSSIONS AVEC DES "GROUPES CRIMINELS", QUE VEULENT DÉTRUIRE LES "INSTITUTIONS DÉMOCRATIQUES".

NAPOLEON DUARTE, DIRIGEANT DE LA DC SALVADORIENNE A DÉCLARÉ QUE LA "GUERRILLA DOIT RENDRE LES ARMES AVANT D'ENTAMER UNE QUELCONQUE NÉGOCIATION".

RENÉ FORTIN MAGANA, DIRIGEANT DU PARTI ACTION DÉMOCRATIQUE, QUI A PARTICIPÉ AUX ÉLECTIONS DU 28 MARS, A DÉCLARÉ "QU'IL EST D'ACCORD AVEC LA PROPOSITION DE DIALOGUE DU FDR-FMLN, MAIS QUE NI LE POUVOIR NI LE SYSTÈME DE GOUVERNEMENT NE DOIVENT ÊTRE NÉGOCIÉS"

POUR SA PART, L'ÉGLISE CATHOLIQUE, A DÉCLARÉ MGR RIVERA Y DAMAS, ARCHEVÊQUE DE SAN SALVADOR, QU'IL CONSIDÈRE POSITIVES LES OFFRES DE DIALOGUE DES FORCES DÉMOCRATIQUES ET RÉVOLUTIONNAIRES.

LE GOUVERNEMENT ET LES FORCES ARMÉES N'ONT PAS ENCORE DONNÉ DES DÉCLARATIONS CONCERNANT LA PROPOSITION.

PAR AILLEURS, LE SUB-SÉCRÉTAIRE DE DÉFENSE DES ÉTATS UNIS, FRED C. IKLE EST PARTI EN DIRECTION DE EL SALVADOR LE MERCREDI 27 OCTOBRE.

LIBERTÉ DE PRESSE AU SALVADOR ?

PRÈS DE 40 AGENTS DE POLICE NATIONALE SALVADORIENNE SONT RENTRÉS, ARMÉS DE MITRAILLEUSES ET PISTOLETS DANS LES BUREAUX DES AGENCES D'INFORMATION NORD-AMÉRICAINES.

L'UNITED PRESS INTERNATIONAL À SAN SALVADOR, SIGNALE QUE LA POLICE EST RENTRÉE SANS DONNER UNE QUELCONQUE EXPLICATION, DANS L'HÔTEL "CAMINO REAL" HÔTEL DANS LEQUEL SE TROUVENT LA PLUS PART DES MOYENS D'INFORMATION, ET QU'ILS ONT COMMENCÉ À PERQUISITIONNER LES ARCHIVES ET LES BUREAUX DES JOURNALISTES ET FOTOPHORES.

LE GÉRANT DE L'UPI A ÉTÉ RÉTENU PENDANT UNE HEURE, TEMPS UTILISÉ POUR LA PERQUISITION PAR LES FORCES DE SÉCURITÉ.

LA POLICE A PERQUISITIONNÉ L'AGENCE ASSOCIATED PRESS (AP) ET LES BUREAUX DES CHAINES DE TÉLÉVISION CBS, NBC ET ABC.

CES ACTIONS QUI REPRÉSENTENT LA LIBERTÉ DE PRESSE QUI EXISTE AU SALVADOR ET L'INSÉCURITÉ DANS LAQUELLE LES JOURNALISTES ÉTRANGERS DOIVENT TRAVAILLER, RAPPELLENT LES DÉCLARATIONS ET LES MÉNACES DE GARCIA VIS À VIS DE LA PRESSE INTERNATIONALE ET L'ASSASSINAT DES 4 JOURNALISTES HOLLANDAIS PAR LES FORCES ARMÉES SALVADORIENNES, AU DÉBUT DE CETTE ANNÉE.